

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Dette américaine : le tournant de 2001 se fait encore sentir aujourd'hui

Par Francis Généreux, économiste expert

Aujourd'hui, de nombreuses commémorations rappellent les attentats du 11 septembre 2001. Il y a 25 ans, en cette journée fatidique, le monde s'apprêtait à basculer.

L'économie américaine était aussi à un tournant, mais le 11 septembre n'a pas été le point de départ de la récession de 2001. Selon le National Bureau of Economic Research (NBER), celle-ci avait débuté quelques mois plus tôt, à la suite du sommet cyclique atteint en mars. Le marché du travail avait déjà subi 695 000 pertes nettes d'emplois de janvier à août 2001. La Bourse était sur une lourde tendance baissière depuis l'éclatement de la bulle des technos, le S&P 500 ayant diminué de près de 30 % entre le sommet de 2000 jusqu'au début de septembre 2001. Les attentats terroristes ont évidemment bouleversé davantage la conjoncture. Il y a eu 1 284 000 mises à pied nettes supplémentaires au cours des six mois suivants. Cela dit, la récession s'est officiellement stoppée peu après, le creux cyclique ayant été atteint en novembre, toujours selon le NBER, et le PIB réel a enregistré une hausse au quatrième trimestre de 2001. Une certaine résilience patriotique de la consommation, les baisses de taux directeurs de la Réserve fédérale (Fed) ainsi que les mesures fiscales adoptées plus tôt au dans l'année par l'administration de Georges W. Bush ont toutes offert un soutien à l'activité économique. Mais c'est ce dernier élément, la politique budgétaire fédérale, qui porte sans doute le plus de conséquences 25 années plus tard. L'an 2001 a marqué un point de bascule géopolitique important, mais c'était aussi un moment charnière pour les finances publiques.

Le gouvernement fédéral venait d'enregistrer quatre exercices consécutifs de surplus budgétaires. Celui de 69,3 G\$ US en 1998 était le premier excédent depuis 1969. Le surplus de 128,2 G\$ US enregistré en 2001 demeure le dernier observé à ce jour. Ces surplus, et, surtout, ceux qui continuaient d'être projetés pour les années à venir, ont amené la classe politique à se demander quoi faire avec tout cet argent, notamment dans le contexte de l'élection présidentielle de 2000. Il y avait alors plusieurs écoles de pensées. Certains voulaient tout simplement payer graduellement la dette fédérale, qui, en 2000, s'élevait à 5 629 G\$ US (3 410 G\$ US pour celle détenue par le public). D'autres désiraient s'assurer de la pérennité du programme de sécurité sociale en déposant des sommes dans un fonds assurant son financement. Finalement, il y avait ceux qui voulaient retourner les surplus prévus aux contribuables sous forme de réductions d'impôt. Le choix de cette dernière option par la nouvelle administration Bush avec l'*Economic Growth and Tax Relief Reconciliation Act* (EGTRRA) devenue loi en juin 2001 a été un point marquant pour diverses raisons.

Premièrement, le coût budgétaire de ces baisses d'impôt était astronomique, alors évalué à environ 1 300 G\$ US sur dix ans. Deuxièmement, il marquait aussi l'enracinement, au sein du Parti républicain, de l'idée selon laquelle « Reagan a[vait] prouvé que les déficits ne sont pas importants », pour reprendre la formule attribuée au vice-président de l'époque, Dick Cheney¹.

¹ SUSKIND, Ron. *The Price of Loyalty: George W. Bush, the White House, and the Education of Paul O'Neill*, New York : Simon & Schuster, 2004, p. 291.

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	4	Indicateurs économiques	7
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste expert • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal
Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

L'allègement du fardeau fiscal prenait le dessus sur la santé de court ou long terme des finances publiques. Troisièmement, l'EGTRRA ne faisait pas que donner un coup de main à la conjoncture grâce à des baisses d'impôt soudaines et de courte durée, mais il diminuait plutôt les revenus budgétaires de façon quasi permanente. Finalement, même si cette mesure n'était pas une nouveauté, puisqu'un mécanisme semblable avait déjà été mis en place en 1975, elle a consacré une idée appelée à prendre de l'importance par la suite : réduire les taux d'imposition ne suffisait plus, il fallait également verser de l'argent directement aux ménages, ce qui a été fait au cours de l'été 2001, soit jusqu'à 600 \$ US par ménages.

Sur le coup, ces chèques n'ont pas eu une grande incidence sur la croissance économique et ont surtout servi à alimenter l'épargne personnelle (y compris le remboursement de dette). Mais le 11 septembre arriva et cette épargne supplémentaire a ensuite pu être utilisée pour raviver la consommation au lendemain des attentats. Les ventes d'automobiles ont aussi bondi grâce à des conditions de crédit avantageuses et des rabais appréciables.

La leçon a porté : un versement direct aux ménages pouvait accélérer les effets généralement plus lents d'une baisse des taux d'imposition. Les administrations subséquentes ont utilisé des mécanismes semblables lors d'autres périodes de fragilité économique, soit en 2003 (crédit remboursable aux familles), en 2008 sous Obama (rabais d'impôt remboursables) et à trois reprises pendant la pandémie (mars et décembre 2020 sous Trump et en 2021 sous Biden).

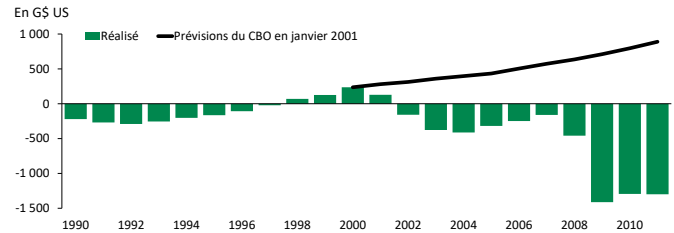
La récession, la baisse des revenus d'entreprises, la chute des gains de capitaux après la débâcle des titres technologiques, les baisses d'impôt, y compris les chèques aux ménages, les conséquences immédiates du 11 septembre, l'augmentation des dépenses en sécurité intérieure ainsi que les opérations militaires en Afghanistan ont toutes contribué à une détérioration des finances publiques, un déficit de 128,2 G\$ US ayant été enregistré dès 2002.

La détérioration s'est poursuivie au cours des années subséquentes et les déficits se sont accumulés. Les baisses d'impôt de 2003, la guerre en Irak, l'élargissement de programmes sociaux, la crise financière et la Grande récession de 2008-2009 ont tous contribué à l'accumulation de déficit. Et les résultats budgétaires se sont complètement écartés des prévisions du Congressional Budget Office (CBO) effectuées en 2001 (graphique 1). La dette détenue par le public prévue pour 2011 devait être de seulement 818 G\$ US (5,3 % du PIB); elle a plutôt réellement atteint 10 128 G\$ US (65,5 % du PIB) (graphique 2).

Des ajustements fiscaux et un peu plus de retenues du côté des dépenses, imposées en partie par une entente bipartisane en 2011 (*Budget Control Act*), ont amené une réduction des déficits à partir de 2013. Toutefois, les baisses d'impôt de 2018

Graphique 1 Une accumulation de surplus qui fut bien plus courte que prévu

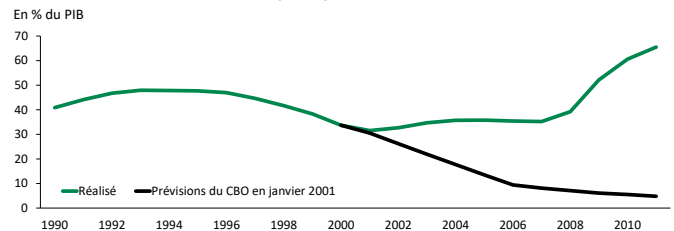
États-Unis – solde budgétaire du gouvernement fédéral



Congressional Budget Office et Desjardins, Études économiques

Graphique 2 Plutôt que de s'effacer, la dette publique a plutôt dérapé

États-Unis – dette fédérale détenue par le public



Congressional Budget Office et Desjardins, Études économiques

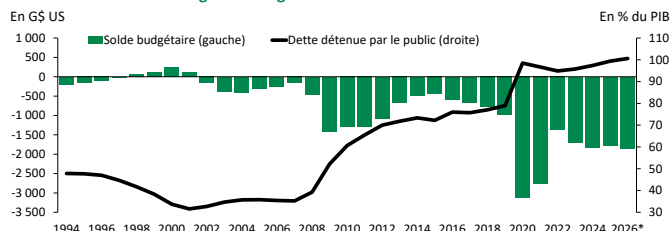
ont à nouveau détérioré la situation. Un autre grand coup a été porté par la pandémie de COVID-19 et la réponse des administrations Trump et Biden, lesquelles ont fait exploser les déficits et la dette. Les [manques à gagner budgétaires sont depuis demeurés élevés](#), malgré les coupes du DOGE et les tarifs douaniers imposés par l'administration Trump. Les baisses d'impôt de 2025 ont évidemment nui à la situation avec, jusqu'à maintenant, peu d'incidence positive sur la croissance économique. Le déficit prévu en février 2026 par le CBO pour l'exercice qui s'achèvera à la fin du mois de septembre est de 1 853 G\$ US. Selon les résultats à venir pour août et septembre, il pourrait s'approcher davantage des 2 000 G\$ US. Le dépassement récent du seuil des 40 000 G\$ US de la dette fédérale totale a fait les manchettes. Si l'on regarde plus précisément la dette détenue par le public, elle était de 32 415 G\$ US à la fin d'août, s'approchant ainsi de 100 % du PIB (graphique 3 à la page 3).

Le hic, c'est qu'il y a peu de réelle volonté politique de résorber considérablement et durablement les déficits. Chaque campagne électorale amène son lot de promesses de baisses d'impôt. Le président Trump vient d'ailleurs de promettre le versement d'un « dividende » de 5 000 \$ US à chaque citoyen adulte américain si les républicains gardent leur majorité au Congrès à la suite de

Graphique 3

Une situation budgétaire qui a continué de s'alourdir

États-Unis – situation budgétaire du gouvernement fédéral



* Prévisions de février 2026 pour l'exercice 2026.

Congressional Budget Office et Desjardins, Études économiques

l'élection de mi-mandat du 3 novembre. Une telle mesure risque de coûter environ 1 300 G\$ US!

Même les coupes budgétaires apparemment draconiennes de 2025 ont peu freiné la progression des dépenses fédérales; elles en ont surtout changé la composition. La défense ainsi que les programmes sociaux accaparent une plus grande part des revenus, qui paraissent constamment insuffisants.

Et c'est sans compter un service de la dette de plus en plus gourmand. Sur les dix premiers mois de l'exercice budgétaire actuel, il aura coûté 1 170 G\$ US en intérêt au Trésor américain, comparativement à 970 G\$ US sur l'ensemble de l'exercice 2025. La hausse récente des taux d'intérêt obligataires est à la fois un reflet de la détérioration des finances publiques et un poids supplémentaire pour celles-ci. Toutes choses étant égales par ailleurs, des taux d'intérêt plus élevés de 0,10 point de pourcentage ajouteraient 379 G\$ US au déficit après dix ans, selon le [CBO \[en anglais seulement\]](#).

C'est lourd pour le Trésor, mais ça devient aussi une contrainte pour la Fed. On voit que, notamment en l'absence d'indications prospectives claires de la politique monétaire par le président Warsh, les acteurs du marché obligataire se doivent de réagir aux éléments qui influencent l'offre et la demande sur ce marché. La piètre santé des finances publiques fédérales fait partie des enjeux qui poussent les rendements des obligations à la hausse. Et ce mouvement pourrait avoir des conséquences pour l'économie. Entre autres, la hausse des taux d'intérêt hypothécaires pourrait restreindre un marché de l'habitation déjà plutôt faible. La Fed devra tenir compte de cela lors de la rencontre du comité de politique monétaire qui aura lieu cette semaine et nul doute que le président Warsh sera appelé à commenter sur ce sujet lors de la conférence de presse de mercredi.

À surveiller

MERCREDI 16 septembre - 8:30

Août	m/m
Consensus	0,8 %
Desjardins	0,6 %
Juillet	-0,6 %

MERCREDI 16 septembre - 14:00

Septembre	
Consensus	3,75 %
Desjardins	4,00 %
29 juillet	3,75 %

JEUDI 17 septembre - 8:30

Août	taux ann.
Consensus	1 320 000
Desjardins	1 350 000
Juillet	1 239 000

VENDREDI 18 septembre - 9:15

Août	m/m
Consensus	0,3 %
Desjardins	0,2 %
Juillet	0,2 %

ÉTATS UNIS

Ventes au détail (août) – La diminution de 0,6 % des ventes au détail en juillet était la pire baisse depuis mai 2024. On s'attend toutefois à une hausse assez encourageante des ventes dès le mois d'août. Deux des facteurs de baisse du mois précédent, soit les ventes d'automobiles et celles d'essence, devraient plutôt contribuer à la croissance mensuelle en août alors que les achats de véhicules neufs ont augmenté selon les données préliminaires et que la nouvelle hausse des prix à la pompe gonflera la valeur des ventes dans les stations-service. Les indicateurs préliminaires pour les autres types de ventes se montrent moins positifs. On prévoit tout de même un modeste rebond des ventes en ligne, après l'étonnant recul de 2,3 % subi en juillet. Somme toute, on s'attend donc à un gain de 0,6 % des ventes totales et à une hausse de 0,3 % des ventes excluant les automobiles et l'essence.

Réunion de la Réserve fédérale (septembre) – Il est encore difficile de bien cerner l'orientation de la Réserve fédérale (Fed), maintenant dirigée par Kevin Warsh. Alors que sous la gouverne de Powell, les indications prospectives étaient plutôt claires, le nouveau président cherche plutôt à éviter de trop signaler les mouvements de la banque centrale. Son récent discours à la conférence de Jackson Hole au Wyoming soufflait aussi le chaud et le froid. D'un côté, Warsh a réitéré que l'inflation est trop élevée depuis trop longtemps. De l'autre côté, il a souligné que, dans les derniers mois, l'inflation se montrait plus timide que prévu. Les résultats des prix à la consommation d'août se sont toutefois montrés plus près des attentes et, surtout, on assiste à une nouvelle vague de hausses des prix de l'essence, notamment du diesel. De plus, le marché du travail fait preuve de plus de résilience. Il sera donc difficile d'éviter une hausse des taux directeurs dès cette rencontre. Cela dit, l'augmentation récente des rendements obligataires contribue déjà à resserrer les conditions monétaires. Dans ces circonstances, il sera intéressant d'entendre le président Warsh lors de la conférence de presse, et de consulter les nouvelles prévisions des dirigeants de la Fed, bien que le fait que le nouveau président n'y participe pas jette un peu d'ombre sur leur utilité.

Mises en chantier (août) – La grande volatilité des mises en chantier résidentielles se poursuit aux États-Unis. Après une baisse de 16,4 % en mai et un bond de 19,7 % en juin, elles ont chuté de 12,4 % en juillet. Le mouvement en dents de scie devrait se poursuivre en août avec un gain des nouvelles constructions. Le principal signal positif est la hausse de l'octroi de permis de bâtir en juillet. Leur niveau est ainsi revenu au-dessus de celui des mises en chantier. On a aussi observé une progression de l'emploi et des heures travaillées au sein de la construction résidentielle. Il n'y a cependant pas beaucoup d'autres indications de rebond. Les ventes de maisons individuelles neuves ont récemment diminué et le stock disponible de maisons à vendre reste élevé. On anticipe un léger gain à 1 350 000 unités.

Production industrielle (août) – La production industrielle a enregistré une croissance de 0,2 % en juillet. On s'attend à un gain semblable pour le mois d'août. Le secteur automobile devrait connaître un rebond, après la baisse étonnante de 2,1 % en juillet. Malgré la diminution de l'emploi dans ce secteur, les heures travaillées y ont augmenté le mois dernier. On anticipe cependant une accalmie pour le reste de la fabrication alors que les heures travaillées y ont stagné. Le niveau de l'indice ISM est toutefois plutôt encourageant pour l'ensemble de la fabrication. On prévoit aussi des hausses légères de la croissance mensuelle au sein de la production d'énergie et dans le secteur minier. Somme toute, des progressions de 0,2 % de la production industrielle et de la fabrication sont attendues, comme en juillet.

LUNDI 14 septembre - 8:30

Août	m/m
Consensus	0,0 %
Desjardins	-0,1 %
Juillet	0,5 %

LUNDI 14 septembre - 8:30

Juillet	m/m
Consensus	-0,2 %
Desjardins	-0,2 %
Juin	0,1 %

MARDI 15 septembre - 5:00

Août	m/m
Consensus	nd
Desjardins	-2,0 %
Juillet	0,5 %

MERCREDI 16 septembre - 8:15

Août	taux ann.
Consensus	237 500
Desjardins	255 000
Juillet	229 100

LUNDI 14 septembre - 22:00

Août

CANADA

Indice des prix à la consommation (août) – L’inflation globale devrait demeurer élevée, à 3,0 %, malgré la possibilité d’un faible recul mensuel de 0,1 %. Alors que le conflit au Moyen-Orient se poursuivait, les prix de l’essence ont reculé au cours du mois d’août. Cela dit, les prix de l’énergie sont repartis à la hausse, et plus les prix du pétrole demeurent élevés, plus il est probable qu’ils alimentent des pressions inflationnistes plus généralisées. Les mesures de l’inflation fondamentale, en particulier celles privilégiées par la Banque du Canada, passeront au second plan, car celle-ci se préoccupera davantage de ce qui se profile à l’horizon. Par conséquent, même si ces mesures devraient se maintenir autour de 2 %, les marchés continueront d’intégrer des hausses de taux à court terme, à moins que les prix du pétrole ne redescendent.

Ventes des manufacturiers (juillet) – Nous nous attendons à un recul mensuel de 0,2 % des ventes des manufacturiers en juillet, ce qui est conforme au résultat provisoire de Statistique Canada. La baisse des ventes de produits chimiques et de produits métalliques transformés a probablement le plus contribué à ce déclin. En termes réels, les ventes des manufacturiers semblent avoir reculé de 0,9 %, les prix des produits industriels désaisonnalisés ayant progressé de 0,7 %.

Ventes de maisons existantes (août) – Les ventes désaisonnalisées de propriétés ont probablement diminué d’environ 2 % en août à l’échelle nationale. Les données préliminaires en glissement annuel de plusieurs associations immobilières régionales indiquent une activité plus faible qu’en août 2025. Toronto a également mis fin à une série de cinq mois consécutifs de croissance, les ventes désaisonnalisées ayant diminué de 1,3 % par rapport à juillet.

Mises en chantier (août) – Les mises en chantier ont probablement grimpé à environ 255 000 unités en août, effaçant partiellement la faiblesse inhabituelle enregistrée en juillet. L’activité de construction devrait rester de plus en plus concentrée dans les projets de logements locatifs, appuyée par des incitatifs gouvernementaux, tandis que les mises en chantier de copropriétés continueront d’avoisiner les niveaux observés pour la dernière fois après la crise financière.

OUTRE MER

Chine : Production industrielle et ventes au détail (août) – L’économie chinoise a perdu de son élan au début du second semestre. La production industrielle a ralenti à 4,5 % sur un an en juillet, après 5,3 % en juin, tandis que les ventes au détail n’ont progressé que de 0,6 %, deux résultats nettement inférieurs aux attentes. Le contraste entre les deux vitesses de l’économie devrait persister en août. La production restera soutenue par la demande extérieure alors que les exportations ont conservé une bonne cadence, mais la consommation demeure le maillon faible. L’essoufflement du programme de reprise de biens, qui avait gonflé la base de comparaison il y a un an, continuera de peser sur les ventes au détail, dans un contexte où les prix des logements neufs reculent toujours et où l’inflation reste faible. Un nouveau chiffre décevant renforcerait la pression sur Pékin pour accélérer le déploiement des mesures budgétaires déjà annoncées.

JEUDI 17 septembre - 7:00

Septembre

Consensus	3,75 %
Desjardins	3,75 %
30 juillet	3,75 %

Royaume-Uni : Réunion de la Banque d'Angleterre (septembre) – Nous prévoyons que la Banque d'Angleterre (BoE) maintiendra son taux directeur inchangé à 3,75 % la semaine prochaine. Bien que les récentes données sur le marché du travail aient entretenu la possibilité d'un assouplissement monétaire, les risques penchent désormais clairement vers des hausses de taux plutôt que des baisses. Le gouvernement du nouveau premier ministre Andy Burnham n'a pas signalé de resserrement budgétaire significatif. Et les prix mondiaux de l'énergie demeurent élevés. Nous pensons qu'il existe un risque non négligeable que la BoE abandonne son biais en faveur d'un éventuel assouplissement et ouvre plutôt la porte à une hausse de taux (sous réserve de l'évolution des prix de l'énergie).

VENDREDI 18 septembre

Septembre

Consensus	1,25 %
Desjardins	1,25 %
30 juillet	1,00 %

Japon : Réunion de la Banque du Japon (septembre) – Nous prévoyons que la Banque du Japon (BoJ) augmentera ses taux de 25 points de base. Toutefois, nous estimons qu'il y a une probabilité de 25 % qu'elle procède à une hausse inhabituelle de 50 points de base. Si la BoJ ne relève les taux que de 25 points de base, nous prévoyons qu'il s'agira d'une hausse restrictive qui laissera la porte ouverte à un autre resserrement lors de la prochaine réunion. Il s'agit d'une accélération significative de la normalisation de la politique monétaire de la BoJ, favorisée par la reconnaissance tacite du fait que les interventions sur le marché des changes finiront par échouer si elles ne s'accompagnent pas d'une hausse des taux d'intérêt.

Indicateurs économiques

Semaine du 14 au 18 septembre 2026

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 14	---	---				
MARDI 15	8:30	Indice Empire manufacturier	Sept.	14,2	14,0	20,6
MERCREDI 16	8:30	Prix des exportations (m/m)	Août	0,4 %	0,5 %	-1,3 %
	8:30	Prix des importations (m/m)	Août	0,0 %	1,0 %	-0,4 %
	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Août	0,8 %	0,6 %	-0,6 %
		Excluant automobiles (m/m)	Août	0,5 %	0,5 %	-0,3 %
	10:00	Indice NAHB des constructeurs de maisons	Sept.	34	nd	35
	10:00	Stocks des entreprises (m/m)	Juillet	0,2 %	0,8 %	0,0 %
	14:00	Réunion de la Réserve fédérale	Sept.	3,75 %	4,00 %	3,75 %
	14:30	Discours du président de la Réserve fédérale, K. Warsh				
	16:00	Achats étrangers de valeurs mobilières (G\$ US)	Juillet	nd	nd	172,7
JEUDI 17	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	7-11 sept.	210 000	209 000	206 000
	8:30	Indice de la Fed de Philadelphie	Sept.	32,1	14,0	47,4
	8:30	Mises en chantier (taux ann.)	Août	1 320 000	1 350 000	1 239 000
	8:30	Permis de bâtir (taux ann.)	Août	1 400 000	1 410 000	1 433 000
	10:00	Ventes en suspens de maisons existantes (m/m)	Août	nd	nd	-2,3 %
VENDREDI 18	9:15	Production industrielle (m/m)	Août	0,3 %	0,2 %	0,2 %
	9:15	Taux d'utilisation de la capacité de production	Août	76,4 %	76,4 %	76,3 %
	10:00	Indicateur avancé (m/m)	Août	0,2 %	-0,2 %	0,2 %
CANADA						
LUNDI 14	8:30	Indice des prix à la consommation				
		Total (m/m)	Août	0,0 %	-0,1 %	0,5 %
		Total (a/a)	Août	3,0 %	3,0 %	3,0 %
	8:30	Ventes des manufacturiers (m/m)	Juillet	-0,2 %	-0,2 %	0,1 %
MARDI 15	5:00	Ventes de maisons existantes (m/m)	Août	nd	-2,0 %	0,5 %
	8:30	Ventes des grossistes (m/m)	Juillet	-0,5 %	-0,6 %	2,8 %
MERCREDI 16	8:15	Mises en chantier (taux ann.)	Août	237 500	255 000	229 100
	8:30	Permis de bâtir (m/m)	Juillet	nd	6,4 %	18,5 %
	13:30	Publication du résumé des délibérations du Conseil de direction de la Banque du Canada				
JEUDI 17	8:30	Indice des prix des produits industriels (m/m)	Août	nd	0,2 %	0,6 %
	8:30	Indice des prix des matières brutes (m/m)	Août	nd	-0,3 %	-2,2 %
	8:30	Opérations internationales en valeurs mobilières (G\$)	Juillet	nd	nd	40,83
VENDREDI 18	---	---				

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 14 au 18 septembre 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
LUNDI 14							
Japon	0:30	Production industrielle – final	Juillet	nd	nd	0,1 %	4,1 %
Chine	22:00	Production industrielle	Août		4,8 %		4,5 %
Chine	22:00	Ventes au détail	Août		0,8 %		0,6 %
MARDI 15							
Royaume-Uni	2:00	Taux de chômage ILO	Juillet	4,9 %		4,9 %	
France	2:45	Indice des prix à la consommation – final	Août	0,7 %	2,4 %	0,7 %	2,4 %
Italie	4:00	Balance commerciale (M€)	Juillet	nd		4 232	
Zone euro	5:00	Balance commerciale (G€)	Juillet	nd		1,8	
Allemagne	5:00	Indice ZEW – situation courante	Sept.	-52,1		-61,1	
Allemagne	5:00	Indice ZEW – situation future	Sept.	40,0		34,2	
Japon	19:50	Balance commerciale (G¥)	Août	-978,6		-686,0	
MERCREDI 16							
Royaume-Uni	2:00	Indice des prix à la consommation	Août	0,5 %	3,1 %	0,3 %	2,9 %
Royaume-Uni	2:00	Indice des prix à la production	Août	0,6 %	3,5 %	0,2 %	3,1 %
Italie	4:00	Indice des prix à la consommation – final	Août	0,5 %	3,3 %	0,5 %	3,3 %
Zone euro	5:00	Production industrielle	Juillet	-0,2 %	-0,1 %	0,0 %	0,1 %
Brésil	17:30	Réunion de la Banque centrale du Brésil	Sept.	13,75 %		14,00 %	
JEUDI 17							
Japon	---	Réunion de la Banque du Japon	Sept.	1,25 %		1,00 %	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – final	Août	0,4 %	3,3 %	0,4 %	3,3 %
Royaume-Uni	7:00	Réunion de la Banque d'Angleterre	Sept.	3,75 %		3,75 %	
Royaume-Uni	19:01	Confiance des consommateurs	Sept.	-16		-14	
Japon	19:30	Indice des prix à la consommation	Août		2,0 %		1,9 %
VENDREDI 18							
Royaume-Uni	2:00	Ventes au détail	Août	-0,2 %	1,9 %	-0,5 %	1,6 %
Allemagne	2:00	Indice des prix à la production	Août	0,6 %	3,9 %	1,1 %	3,0 %
Zone euro	4:00	Compte courant (G€)	Juillet	nd		35,1	
Italie	4:00	Compte courant (M€)	Juillet	nd		5 839	
Zone euro	5:00	Construction	Juillet	nd	nd	-1,3 %	-0,7 %

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).